

Murs de clôture  
de Parvis

F<sup>er</sup> (Côté du Nord)

16 avril 1787

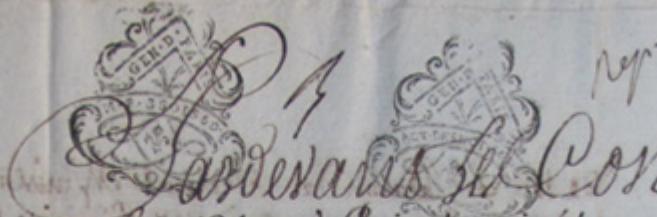
Dense

au Roi

D'après L. de Spurier

D'un terrain à La Villette

Ex N<sup>o</sup> 2  
Sotier n° 2



MP

# La Descente du Conseiller

du Roi Notaires à Paris soussigné

saint présent S. François Mennier  
Fabricant de tapisseries et S. Marie Geneviève  
Batillon son épouse qu'il autorise à l'effet de  
présenter devant le Roi à Paris née à Verdun  
paroisse St Etienne Dumont

lesquels ont par ce présent rendu promis le se  
soin obligé solidairement l'un pour l'autre et d'eux deux  
pour le Roi toutes les renonciations requises aux biens  
de droit garantir de tous troubles le empêchement  
généralement quelconques.

au Roi

Le Rameau par Messire Pierre Joseph de Colonia  
Chambellan conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des  
requêtes ordinaire de Son Hotel, Intendant au département  
des fermes, stipulans en qualité de Commissaire du Roi  
nommé par sa Majesté par arrêt du Conseil d'Etat  
du deux Novembre mil cinq cent quatre-vingt six  
Interprété et confirmé par un second arrêt du Conseil d'Etat  
du Roi du vingt-sixième de Juin pour augmenter  
au nom de S. M. tous les terrains nécessaires pour la  
construction des nouveaux bureaux et des murs de  
clôture de Paris dont l'établissement Intendant  
bien évidemment les services publics des Finances  
de S. M., a au effet autorisé à traiter de gré à gré  
avec les propriétaires ou à dire d'apport du plus des  
terres ainsi qu'il appartiendra au long porté aux arrêt  
dont une expédition en parchemin de laun signé

de M<sup>r</sup> de Baronde Grelon Ministre et Secrétaire d'Etat  
a été déposé pour minuti à M<sup>r</sup>. Piquet l'un des Notaires  
Sousigné par eux acte fejéans del hui Novembre mil CCCC  
cens quatre vingt six le quatre Jourier mil CCCC cens  
quatre vingt sept

M<sup>r</sup>ond auz de Colonia demeurant à Paris en son hôtel  
rue neuve de l'apmme paroisse St. Roche, à ce présente  
auquel pour la Majesté

Cent treize foizelle neuf pieds de terre  
aprendre le faireau partie d'un jardin ou Marais de plus  
grande contenance, situe entre le Rond de la Ville et le  
Bassin, devant d'un coté au S. Plique et de l'autre au S.  
Camer, platiere

Quinze quelad portion de terrain le pourvoir et comporter  
à elle quille est designée au plan qui en a été dressé par lui  
Promantur arpenteur geometre le brin Juillet de  
l'annee Derniere.

Lequel plan represente  
partie S. et S. Meunier est à la requiston des Sarrasins  
Demeurant au ameux après avoir été demandé Sieur de Colonia  
A del Vendre signé le paragraphe en presence des Notaires  
Sousigné

Appartenant lad portion de terrain aux S. le et Meunier  
comme faireau partie d'une maison le jardin à l'estrenut  
du faubourg St. Laurent par eux au plus moyenement la  
Somme de vingt mille livres par contre jaché dit  
M<sup>r</sup> Maigre qui en a la minuti le son confesseur  
Notaire à Paris le vingt trois avr mil CCCC cens  
quatre vingt quatre en assise par MM. Bezard et  
Lucas chanoine le chuchantre de l'église de Paris

Le quinze Septembre l'an mil six cent trente et l'anné de Paris par  
Durey le dixi me novembre de la même année  
1<sup>o</sup> De Claude Cordier maître jardinier fleuriste à Paris  
ayant stipulé tout en son nom personnel que pour Mme  
Gabrielle Viviers fille majeure copropriétaire du said. maison  
à l'ardin laquelle Mme Viviers avoit été soumise de  
proviser conjointement avec le d. s. Cordier les autres foyers des  
familles ex apres son mariage à la vente del d. maison et  
l'ardin par suite de l'adjudication dont il va être parlé  
à contre laquelle Mme Viviers faute de comparaître il a été  
donné effroy par son voisin et neveu par le d. M. Maigret  
à son confirme le vingt deux avril mil six cent  
quatrevingt quatre

Le d. s. Cordier ayant signé en presence du d.  
Munier à telz autorité l'écrite Bourgeois de Paris  
lors deux derniers lundis à l'entière del d. mort del  
autres derniers du d. s. Cordier à d. s. Marie Anne  
Prévost sa femme une par contre partie devant le d. M.  
Maigret qui en a avisé le son confirme le quatre  
Jauviers mil six cent quatrevingt trois et six mois à Paris  
le vingt Jauvier mil six cent quatrevingt quatre  
la homologue par l'autre rendue au Gouvernement de Paris le  
trente mars mil six cent quatrevingt quatre premiers  
Significi donc la chose d'être amercie à la minute d'une  
délibération du vingt quatre avril suivant avec par le d. M.  
Maigret à son confirme à la date du contrat d'union  
susditte

2<sup>o</sup> Je M<sup>e</sup>. Jacques François Regley, Avocat au Parlement  
3<sup>o</sup> Je d<sup>e</sup> s<sup>e</sup> Pierre de Comte Bourgou de Paris et ve.  
marié Jeanne Vivier son femme de lui autorisé  
4<sup>o</sup> Ad<sup>e</sup> M<sup>e</sup>. Marie Victoire Vivier femme du s.

Mare Langlois Bourgeoise de Paris  
laquelle a été admise faites aux Srs et M<sup>me</sup>s Meunier  
au moyen et par suite communié le présent devant le d<sup>e</sup>  
L'adjudication qui avoit été faite devant la maison le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup>  
Gondouin procureur au château par son huissier verbal  
Publication de la vente d'aujourd'hui devant le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup>  
M<sup>me</sup> Maigre à son contraire le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> auquel il a été fait  
quatre-vingt quatre-vingt dix francs auquel M<sup>me</sup> Gondouin en a apporté  
declaration au profit du d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> par acte révoqué par le  
M<sup>me</sup> Maigre à son contraire le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> croire griller auquel il a été  
cen quatre-vingt quatre-vingt dix francs auquel M<sup>me</sup> Gondouin en a apporté  
d'adjudication devant le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup>

Sur laquelle acquisition le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> a obtenu des  
lettres de ratification en la Chancellerie établie pour  
le fauteuil de l'Orléans le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> auquel il a été fait  
quatre-vingt cinq francs le franc pour la charge  
d'opposition.

D'après l'obtention desquelles lettres de ratification et  
en conformité du d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> contracte l'acquisition devant le d<sup>e</sup>  
Meunier à l'effigie en main du d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> M<sup>me</sup> Maigre Notaire  
l'an d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> somme de vingt mille francs principal dont  
vente quatre-vingt dix francs auquel M<sup>me</sup> Gondouin en a apporté  
M<sup>me</sup> Maigre à son contraire et Notaire à l'an d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> auquel il a été fait  
mil francs auquel il a été fait auquel il a été fait  
contract de vente; mais à la charge entraînée que le d<sup>e</sup>  
Meunier dépose par le d<sup>e</sup> d'Am<sup>e</sup> auquel il a été fait  
pourvoi être distribué qui après la radiation de

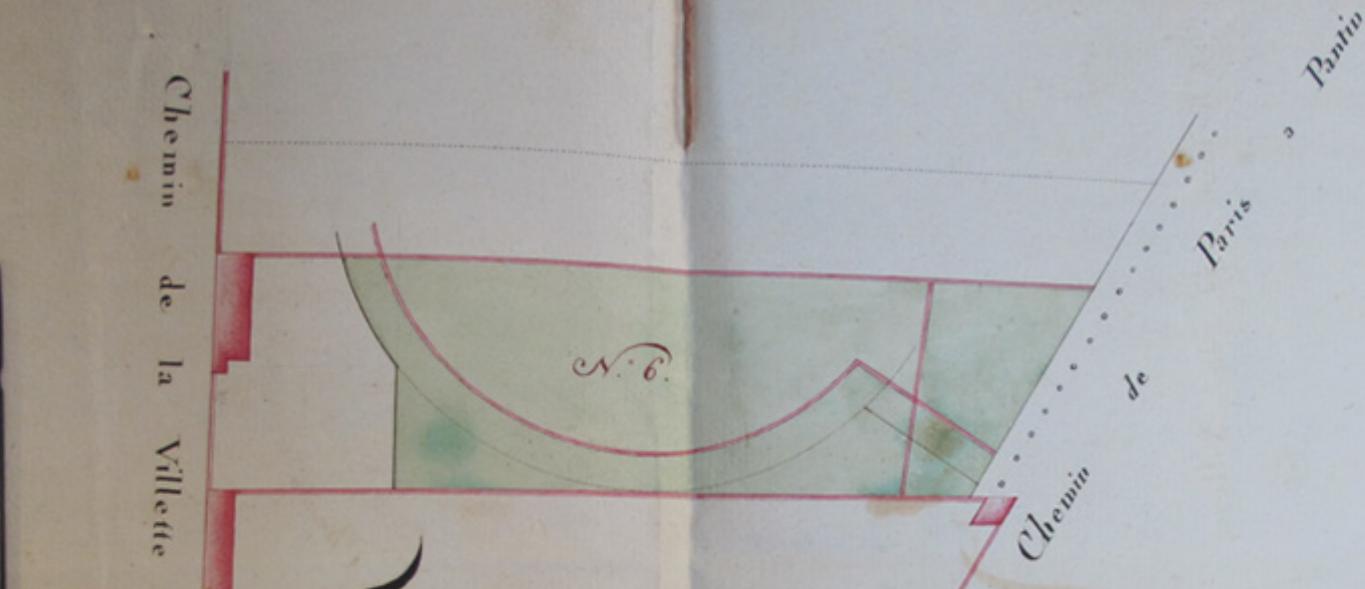
à l'exemption de  
de la taxe sur les ventes

opposition à la charge de plusieurs avoies été scellées led  
à l'exception de celles formées lettres de ratification susdites : toutes quilles oppositions  
et rémissions unies.

Signe le paragraphe au bas du contrat de vente  
sois d'auant le 1<sup>er</sup> octobre à Paris suis l'an M<sup>le</sup>  
XVII l'an d'lux ab la minute le Jour de Juillet  
XVII mil Sept cent quatrevingt  
Sept — my batillon de Colombe  
f Meunier — Giquais  
Potier

Merci de restituer  
cette plaque

894



*L'explication du Plan du S. Meunier.*

La partie de la piece Comprise pour l'placement du Bureau  
sous le N° 6. Contient Etant Eteint Perche et demie ou  
Mil vingt un toise trois pieds plus.

Le Present Plan, fait par monsieur Arpenteur Geometre  
sousigne Certifie Veritable, Paris le 3 Juillet 1786. J. J. Fromantin

Echelle      5      Vingt Perches

Mon doux papa, je vous écris pour la première fois  
de ma vie et je vous parle de tout ce que j'ai appris

L'exception de celles fausses oppositions à la charge Desquelles avoient été scellées lez  
particularités unies duz Ordenez sur quatre octobre mil six cent cinquante deux et deux  
vingt trois Juillet mil sept cent quatre vingt trois en our lez rayez en equestre d'une partie Seigneuriaux quille peu devoir quelle Partie nom pue  
rendre au châtel de Paris lez plus enemis d'elaret de ce Enquierer.

Six septembre mil sept cent quatre vingt cinq d'année signifié auz quinze d'années q'il résulte de l'affaire des deux Ordenez conservateurs de la poësie sur un octobre mil sept cent quatre vingt cinq année d'une entrain lez particularités par lui d'elire lez deux seigneuriaux devant lez quatre lez oppositions aux armes de la duchetaine devant la main du Roi maistre sequelle

Pour louter la sans autre charge nient auz ordenez quelconques faire que l'arrangement des deux Ordenez seigneuriaux de toute chose jusqu'à la dernière libéte

Par sa Majesté pour faire lez d'auys de la d'portion de terrain auz propriétés à commencer la jouissance de l'auy

Cette sente est faite à la charge de la d'auy à part de la dernière libéte

De l'autorité royale seigneuriale lez d'auys auxquels la d'auy donne ouverture

Plus à la charge de l'exécution du bâil fait du 9 Jardin par lez d'auys devant auz d'auys chaires pour lez auys qui pourront rester à courir ded'auy ou d'indemniser les d'auys en cas de l'opposition ouverte que les d'auys ne soient auantemps inquietés ny empêchés

Li est outre la d'auy est faite moy auant la somme de six mille six cent livres

francs d'auys aux d'auys et l'autorité de gré à gré.

Laquelle somme des d'auys et d'auys auantemps avoir lieu constans en espous ayant force de d'auy.

Jean Baptiste Mager adjudicataire général des fermes du  
Roi par la main de M. Louis Marie Alexandre Soulier  
Ravisseur général des fermes en exécution del. deux arrêt du  
Conseil d'Etat des deux novembre à l'ysg Six Scembre  
Dernier lequel ordonne le payement de M. M. 40.  
Fermiers généraux de l'ysg Six Scembre Dernier  
au Dr. Soulier par le Dr. L. M. M. au nom du Dr.  
payement

De laquelle somme de Seize mille six cent livres  
le Dr. L. M. au nom du Dr. Soulier quitte le Déchargeur le M. le M.  
Mager le Dr. Soulier le coup ouvert le Dr. promettra à  
l'obligeur soulier solidaire d'avoir stipulé de le faire  
venir quitter le Déchargeur sans le faire courir  
le Dr. L. M. au nom du Dr. Soulier à la Majesté  
l'oublie droit de propriété ne me causera la action  
que au nom Charles portion de l'orléans présentement vendue  
même tout droit réservé au Dr. Soulier mais sans  
garantie à l'égard de ce dernier droit ou autre constituant  
Procureur de l'orléans sonnans pourvoir

Pour l'usage de hypothèque qu'il pourra y avoir sur  
la d. place à l'orléans et devant vendre il sera à la  
diligence de M. le Procureur général procéder immédiatement  
au Dr. et autres formalités prescrites par l'ordre du  
mois de Juillet 1693 Le Dr. y a ou l'orléans del  
opposition renommé du fait des Dr. et Dr. Soulier ou  
de leurs dépendances le Dr. et Dr. Soulier l'orléans  
lorsque ainsi qu'il y a obligeant soulier solidaire  
de tout économe, d'en appuyer maintenue (L)

certificat de reddition à leur échancré d'au moins de  
la dénonciation qui leur sera faite des oppositions  
au domicile ci après elles pourront aussi s'acquitter à M.  
de toutes charges et dépenses auquel le  
opposition pourvoient donner lieu

Le d<sup>e</sup> S<sup>r</sup> et d<sup>r</sup> Memier déclare avoir reçu  
au d<sup>e</sup> Socier les pieces ci apres pour être conservées  
conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 8<sup>e</sup> Septembre  
dernier au dépôt des titres des immeubles  
appartenant à M<sup>r</sup> Son l'adjudicataire de la  
fameuse compagnie

Extrait entre l'un de l'autre

1<sup>e</sup> du d<sup>e</sup> contrat d'acquisition du d<sup>e</sup> Pour 8<sup>e</sup> trois  
mille sept cent quatre-vingt quatre

2<sup>e</sup> du d<sup>e</sup> procès verbal d'adjudication du 1<sup>e</sup> Pour 8<sup>e</sup> juillet  
mille sept cent quatre-vingt quatre

3<sup>e</sup> de la Déclaration du d<sup>e</sup> Pour 8<sup>e</sup> trois mille deux  
de la même année

4<sup>e</sup> du d<sup>e</sup> acte de dépôt du trois may mille sept cent  
quatre-vingt cinq

5<sup>e</sup> du contrat d'acquisition des biens d<sup>r</sup> le 8<sup>e</sup> d'ordre du d<sup>e</sup>  
Pour 8<sup>e</sup> Janvier mille sept cent quatre-vingt trois

6<sup>e</sup> de la sentence d'homologation du d<sup>e</sup> contrat du trois Mars  
mille sept cent quatre-vingt quatre

7<sup>e</sup> copie collationnée de la lettre de ratification du d<sup>e</sup> Pour  
quatorze février mille sept cent quatre-vingt cinq

8<sup>e</sup> la copie collationnée de l'acte des oppositions formées au  
Bureau de hypothèques sur le d<sup>r</sup>. S<sup>r</sup> le 8<sup>e</sup> d'ordre du d<sup>e</sup>  
par le M<sup>r</sup> Moncef en suite d'un arrêt de la section d'appel

Mondi le 1<sup>e</sup> de colonie déclare quel intention

Le S. M. exprimée par l'avis de son conseil du Rung  
Six décembre dernier n'espousa de revoir à son  
domaine la portion de terrain préalablement acquise à  
grille si averse de disposer de tout ou partie par vente  
ébaug ou autrement bâti que M. le Sieur —  
convenable aubien de son service

Le Lou a été ainsi arrêté entre le Partie

Le Vendredi 1er du mois d'août en l'an mil  
sept cent quatre vingt et sept de l'Anno Domini  
deux mille et cinquante et deux ans  
d'âge auquel il a été nommé et promis  
obligé au Roi la liberté Renonçant faire espouse  
à Paris à l'Eglise de mon Sieur de Colonia en son  
foyer de tel Vendredi en l'An mil  
Sept cent quatre vingt et sept de l'Anno Domini  
Four d'Avril ayant misy comte  
au present ou Eustache mot Lou Rayel  
comte — de Colonia

1119 batilloz  
f Meunier  
OTTE.

Esequais